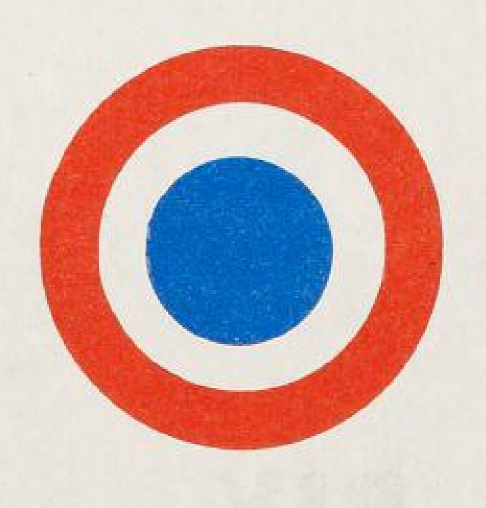
ELECTIONS LÉGISLATIVES - 4ème Circonscription - 12 Mars 1978



Jean Henri JACOBS



Candidat unique pour la Majorité Présidentielle



Elise DOUMENJOU

Suppléante

Madame, Mademoiselle,
Monsieur,

Dans quelques jours, vous aurez à vous prononcer.

Je crois qu'il est nécessaire, dès à présent, que vous vous prépariez à faire un **choix décisif,** ceci pour votre avenir et celui de vos enfants.

Ce choix portera essentiellement sur le respect des libertés individuelles, la justice sociale, la conservation du patrimoine et le progrès par des réformes graduelles et constantes.

Ce qui est en fait, la philosophie émanant de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen.

L'ampleur de cette grande tâche, son urgence, **méritent votre appui total et vos suffrages.**

Elle doit être l'oeuvre des électeurs sympathisants qui se retrouvent dans tous les milieux, dans tous les partis, dans toutes les catégories d'âge, de profession et de fortune. Ce doit être en effet, l'apanage de gens de **«bonne volonté»** qui n'acceptent rien qui ressemble à l'intolérance, la violence, la répression et l'injustice.

L'U.D.F., formation qui regroupe le Parti Républicain, le Centre des Démocrates Sociaux et le Parti Radical-Socialiste, m'a investi dans ce but, en qualité de candidat **UNIQUE** de la **Majorité Présidentielle** dans la 4ème circonscription de l'Eure.

En m'accordant votre confiance, vous marquerez votre besoin de réformes, le désir de conserver vos libertés et votre refus du «totalitarisme» intransigeant.

Les Français veulent le changement mais non l'aventure.

Encore moins la dictature des blocs monolithiques.

C'est pourquoi votre choix du 12 Mars doit être avant tout celui du **bon sens.**

Le bon choix pour la FRANCE.

En vous remerciant de votre confiance.

Jean-Henri Jacobs

DIX ESPOIRS POUR LES FRANÇAIS

I- D'ABORD LA VÉRITÉ

La vérité sur les conséquences, pour la France, de la révolution économique mondiale n'a toujours pas été dite. La vérité, c'est qu'il faut à notre pays une véritable «reconstruction». Elle demandera, pour plusieurs années, l'investissement de 100 milliards supplémentaires par an. La moitié seulement pourra être fournie par la croissance ; l'autre moitié exigera l'effort, et la solidarité.

II - L'ATTAQUE DES INÉGALITÉS

Entre les revenus réels les plus faibles et les plus hauts, l'écart est en France de 1 à 30. Une telle inégalité, inconnue dans les pays modernes, engendre les tensions sociales et nourrit l'inflation. L'économie ne diminuera pas d'elle-même ces excès. Un plan cohérent, qui respecte la valeur de chacun, se fixera pour objectif de réduire, par paliers, de moitié cet écart.

III - IMPOT SUR LES GRANDES FORTUNES

La création d'un impôt déclaratif annuel sur les grandes fortunes sera le début de la clarté, l'annonce d'une marche vers la justice. Cet impôt s'appliquera aux fortunes supérieures à 200 millions d'anciens francs (seuil indexé) et sera modéré, avec un taux d'environ 1 %. Il permettra d'éviter l'inquisition fiscale et colmatera la fraude systématique, qui saigne le pays.

IV - JUSTICE SUR L'HÉRITAGE

Une réforme des droits de succession, les plus injustes d'Europe, s'impose. Pour libérer, d'abord, de tout impôt sur l'héritage l'immense majorité — 95 % des foyers français. Au-delà d'un seuil indexé de 50 millions d'anciens francs par héritier, un taux progressif, comme dans tous les pays industriels, permettra alors d'instaurer l'équité par la contribution normale des très grands patrimoines.

V - FIN DU GASPILLAGE : LE DEVOIR D'ÉTAT

L'argent des Français, celui de nos impôts, ne peut plus se gaspiller dans le maquis des subventions, des privilèges et du faux prestige. Avec la crise, les besoins sociaux sont plus pressants et les moyens de financement plus rares. Aucune aide ne sera plus accordée par l'État sans contrôle strict du Parlement. Un plan de «nouvelle nature» garantira alors la priorité absolue des équipements collectifs : communications, écoles, hôpitaux, formation, logement, transports...

VI - MOBILISATION DE L'INTELLIGENCE

l'Inégalité des chances entre les enfants est scandaleuse. Elle est aussi le gâchis le plus grave pour la rénovation et l'avenir du pays. Tous les moyens seront mis en oeuvre pour assurer à tous, dès l'âge de deux ans, l'éveil de l'intelligence. A l'âge des études supérieures, le mécanisme archaïque des grands Concours sera remplacé, pour ouvrir largement l'enseignement des Grandes Écoles. Ainsi s'épanouira notre principale ressource : l'intelligence des Français.

VII - RESPONSABILITÉ DANS L'ENTREPRISE

L'entreprise, c'est à la fois la vie quotidienne des travailleurs et le moteur de la croissance. Le chef d'entreprise doit rester responsable de la décision. Mais la contribution de chacun doit devenir une réalité. Elle exige une information systématique de tous. La décentralisation la plus poussée permettra alors la vie négociée de l'entreprise. Cette gestion participative établira de vrais rapports humains et les conditions de la bonne gestion.

VIII - L'AGRICULTURE : UN ATOUT-MAITRE

L'agriculture de la France est, à l'évidence, un atout exceptionnel. Or, il est mal joué. Cette carte fondamentale pour notre avenir doit procurer un excédent croissant de nos échanges agro-alimentaires. La politique agricole devra valoriser notre production et assurer à nos agriculteurs les moyens de faire face aux bouleversements économiques. Ainsi pourront-ils, enfin s'intégrer à part entière dans la communauté nationale.

IX - PROGRAMMES D'EMPLOI DES JEUNES

Premières victimes de la crise : les jeunes chômeurs. Leur acceuil dans la société ne peut être laissé à la seule et aléatoire embauche des entreprises. C'est un devoir national de créer pour ces jeunes des programmes publics d'emploi, au service des collectivités, sous la responsabilité de chaque Région. 300.000 jeunes chômeurs pour commencer doivent, dès 1978, y trouver un travail formateur et une vocation. Cette action d'innovation peut seule faire échec durablement au chômage.

X - LE POUVOIR AUX FRANCAIS

Le pouvoir des élus a été, en fait, confisqué par une Bureaucratie centralisée et sans contrôle. Il faut mettre un terme à ce détournement, et cet abaissement. Un transfert sérieux de ressources et de compétences, de l'État vers des Pouvoirs Régionaux responsables, dans le domaine des équipements, de la formation, de l'emploi, du développement économique et de la culture, commencera à donner aux Français la maitrise de leur vie.

Pour l'application de ce programme

Votez U. D. F.

DUPLIDAC LEQUESNE VERNON 51.23.25

Le bon choix pour la FRANCE

vu les candidats,